



TRADE UNION ADVISORY COMMITTEE  
TO THE ORGANISATION FOR ECONOMIC  
COOPERATION AND DEVELOPMENT  
COMMISSION SYNDICALE CONSULTATIVE  
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DE COOPÉRATION  
ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

## ÉVALUATION PAR LE TUAC DES RÉSULTATS DU SOMMET DU G8 DE HOKKAIDO-TOYAKO Juillet 2008

### *Synthèse*

1. Les syndicats visaient quatre objectifs majeurs dans l'exposé qu'ils ont présenté aux dirigeants avant le Sommet de Hokkaido. Premièrement, s'assurer que les engagements pris lors des sommets passés avaient été respectés, tout particulièrement ceux concernant l'augmentation des niveaux d'aide qui ont été pris au Sommet de Gleneagles en 2005. Deuxièmement, renforcer la dimension sociale de la mondialisation et assurer en particulier le suivi des conclusions du Sommet de Heiligendamm de 2007. Troisièmement, faire avancer le programme d'action sur l'atténuation du changement climatique et en particulier adopter les conclusions de la réunion des ministres du Travail du G8 qui ont recommandé de donner une dimension emploi/lieu de travail au changement climatique et apporté leur soutien aux Initiatives de l'OIT en faveur des emplois verts. Quatrièmement, les syndicats ont appelé les dirigeants à prendre des mesures pour réagir efficacement aux trois crises qui sévissent – la crise financière, la crise alimentaire et la crise énergétique – et sont toutes survenues au cours de l'année passée. Toutes ces questions et autres points ont été abordés de manière plus détaillée dans la déclaration syndicale à l'attention du Sommet qui a été remise en mai, au Premier ministre Fukuda du Japon : [http://www.tuac.org/en/public/docs/00/00/02/30/document\\_doc.phtml](http://www.tuac.org/en/public/docs/00/00/02/30/document_doc.phtml) .

2. Les dirigeants du G8 ont diffusé une série de déclarations sur les résultats de leurs discussions, disponibles à l'URL : [http://www.g8summit.go.jp/eng/doc/doc080714\\_en.html](http://www.g8summit.go.jp/eng/doc/doc080714_en.html) Économie mondiale ; Environnement et changement climatique ; Développement et Afrique ; Sécurité alimentaire mondiale ; Questions politiques ; et Zimbabwe. Ils ont également publié un rapport intérimaire du dialogue sur le Processus de Heiligendamm entre les pays du G8 et du G5 : [http://www.g8summit.go.jp/doc/pdf/0709\\_01\\_en.pdf](http://www.g8summit.go.jp/doc/pdf/0709_01_en.pdf) La réunion des Économies majeures (MEM) qui comprend aussi d'importants émetteurs de gaz à effet de serre, non membres du G8, a également publié une déclaration séparée sur la sécurité énergétique et le changement climatique : [http://www.g8summit.go.jp/eng/doc/doc080709\\_10\\_en.html](http://www.g8summit.go.jp/eng/doc/doc080709_10_en.html)

3. À un moment où les salariés comptaient sur les initiatives des dirigeants, les conclusions des discussions économiques du Sommet du G8 de Hokkaido Toyako ne répondent même pas aux attentes limitées des commentateurs. Les résultats des engagements pris en matière de changement climatique et d'aide ont été critiqués par les organisations de la société civile et quelques dirigeants de pays en développement. Les syndicats partagent ces inquiétudes. L'absence en particulier d'une année de référence pour les objectifs de réduction des gaz à effet de serre ne fera que jeter la confusion dans les négociations sur le changement climatique. Mais une autre source de préoccupation tient au fait que les dirigeants n'ont pas abordé le problème de la faiblesse de l'économie mondiale et l'accroissement probable du

chômage que l'on prévoit maintenant pour l'année à venir. Alors que le Sommet de Heiligendamm en 2007 avait fait progresser la construction de la dimension sociale de l'économie mondiale, le présent sommet aborde à peine la question. Au lieu de cela, la section économique de la déclaration ressemble à un ordre du jour commercial où il est question de l'accroissement des droits et de la rémunération des investisseurs étrangers ainsi que des avertissements habituels relatifs au protectionnisme.

4. Les seules notes positives à retenir concernent les progrès accomplis en matière de santé et de développement des effectifs du personnel de santé et notamment la décision de mettre au point un mécanisme pour la surveillance du respect des engagements pris en matière d'accès universel au traitement préventif et aux soins pour le VIH/SIDA d'ici 2010. La décision de créer un groupe pour rendre compte de la crise alimentaire et les appels en faveur du renforcement des mesures de lutte contre la corruption, de l'application d'une taxe internationale et de l'éducation sont autant d'engagements indispensables que les syndicats suivront attentivement pendant la période à venir.

### *Économie mondiale*

5. La déclaration sur l'économie mondiale reprend en grande partie les conclusions de la réunion de juin des ministres des Finances du G8. Les chefs d'État et de gouvernement du G8 paraissent trop optimistes en ce qui concerne la capacité de leurs économies à surmonter les crises économiques actuelles – en disant qu'ils « restent positifs quant à la capacité de résistance à long terme de nos économies et à la croissance mondiale future » (§1). Pourtant l'augmentation de l'inflation associée au déclin de la croissance économique dans les pays du G8 et d'autres pays représente une situation économique dangereuse. C'est dans ce contexte que la récente prévision de l'OCDE d'une augmentation du chômage d'environ 9% dans les pays industrialisés où le nombre de chômeurs passerait de 31.9 millions en 2007 à 34.8 millions en 2009 semble être optimiste. Ceci reste sur fond de pénurie d'emplois décents constatée par l'OIT. D'après les *Tendances mondiales de l'emploi* de l'OIT publiées au début de 2008, cinq personnes sur dix dans le monde occupent un emploi vulnérable, soit en tant que travailleurs familiaux cotisants ou comme travailleurs indépendants avec plus de risques de ne pas être protégés. On estime que 487 millions de salariés – ou 16.4% de tous les travailleurs – ne gagnent pas encore suffisamment pour s'élever, ainsi que leur famille, au-dessus du seuil de pauvreté de 1\$ US par jour et par personne alors que 1.3 milliard de salariés – 43.5% - vivent encore au-dessous du seuil de 2\$ US par jour. Alors que le Sommet de Heiligendamm en 2007 avait reconnu cette situation en soutenant l'Agenda pour le travail décent de l'OIT et en plaidant en faveur d'une dimension sociale active – au Sommet de Hokkaido Toyako, les dirigeants ont simplement indiqué qu'ils « s'emploieront à résoudre les divers problèmes politiques, économiques et sociaux afin d'offrir à tous les bienfaits de la mondialisation » (§3).

### *Investissement, échanges et marchés financiers*

6. En ce qui concerne les investissements, le texte reprend dans les grandes lignes, la déclaration de la réunion des ministres des Finances du G8 à Osaka le 14 juin 2008, en faisant apparaître les engagements relatifs aux investissements internationaux, au transfert transnational de capitaux et à la rentabilité des capitaux (§6) ainsi que le soutien des travaux réalisés par l'OCDE et le FMI sur la gouvernance des Fonds souverains (§8). Le texte est extrait des travaux du Comité de l'investissement de l'OCDE sur la « Liberté d'investissement » qui ont été lancés en 2006 en réaction aux restrictions des investissements

étrangers imposées par plusieurs gouvernements de pays de l'OCDE suite aux investissements de Fonds souverains dans des activités nationales majeures, qui ont eu un grand retentissement. Cependant, à la différence de la déclaration des ministres des Finances du G8, le texte va plus loin dans son soutien de l'agenda commercial international en préconisant des « normes élevées » en matière de protection et de rémunération des investissements ainsi que le recours à l'arbitrage international - au lieu des juridictions étatiques – pour trancher les différends en matière d'investissements internationaux. L'absence de référence aux responsabilités très élémentaires des investisseurs étrangers telles qu'elles sont définies dans les Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales, les termes peu convaincants utilisés à propos de la RSE, au paragraphe 9 et les termes comparativement forts utilisés relativement aux droits de propriété intellectuelle des entreprises (§17 et 18) renforcent l'impression d'un texte suscité essentiellement par les intérêts des entreprises internationales.

7. En matière de réglementation financière, le paragraphe d'introduction transmet l'appel lancé par les ministres des Finances du G8, le 14 juin 2008, en faveur d'une mise en œuvre « rapide » des recommandations du Forum de stabilité financière (FSF) émises en avril 2008 qui mettent l'accent sur les exigences de fonds propres et la gestion des risques dans le secteur bancaire (Bâle II), la coopération entre les autorités de contrôle et les banques centrales, la surveillance des agences de notation, la transparence et la valorisation des produits financiers structurés et hors bilan. Par ailleurs, tant la déclaration des ministres des Finances que celle du Sommet du G8 restent silencieuses sur le rôle des institutions à fort degré d'endettement comme les fonds spéculatifs et les fonds de capital-investissement, dans la crise financière actuelle avec les problèmes de manque de transparence et de conflits d'intérêts. De même, les grandes leçons de la crise financière actuelle auraient pu être mentionnées au paragraphe 7 où le texte préconise d'ouvrir davantage les marchés des capitaux et de faciliter les services transnationaux des marchés de capitaux.

8. À propos du choc pétrolier actuel, le paragraphe d'introduction reconnaît les menaces que font planer l'augmentation des prix des denrées alimentaires et du pétrole sur l'économie mondiale. Alors que la question de la sécurité alimentaire est abordée dans une déclaration séparée, le texte accorde une attention particulière à la sécurité énergétique (§11-14) en recommandant l'augmentation de la production et des capacités, la diversification énergétique et le rendement énergétique des consommations. A l'instar de la déclaration des ministres des Finances du G8, le texte recommande une plus grande transparence du fonctionnement des marchés de l'énergie et soutient en particulier les travaux conjoints réalisés par le FMI et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) (§14). L'importance accordée par cette dernière aux « facteurs réels et financiers à l'origine de la récente flambée des prix du pétrole et des matières premières, de leur volatilité et des conséquences sur l'économie mondiale » est encourageante dans la mesure où elle pourrait permettre de mieux comprendre le rôle du comportement spéculatif des fonds d'investissement. Sous le titre de « Abus du système financier » (§20), le G8 apporte son soutien au travail réalisé par l'OCDE pour combattre la fraude fiscale, travail qui est bienvenu aussi compte tenu des attaques frontales menées par l'aile la plus conservatrice de l'ensemble du lobby américain, contre ce travail multilatéral indispensable.

### ***Corruption***

9. Au sujet de la corruption (§19) les dirigeants du G8 lancent un appel à tous les pays pour qu'ils ratifient la Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC) – bien

que trois pays du G8, l'Allemagne, l'Italie et le Japon – ne l'ont pas encore ratifiée – et, de manière significative, pour la mise au point d'un mécanisme d'examen (de surveillance) bien qu'aucun calendrier n'ait été défini. Les syndicats et autres militants de la lutte contre la corruption feront campagne en faveur d'un accord sur un mécanisme d'examen lors de la prochaine Conférence des parties étatiques à Doha en 2009. Le G8 s'engage aussi à soutenir la récupération des actifs et l'assistance technique pour la mise en œuvre de la CNUCC toutes deux étant extrêmement importantes pour les pays en développement. En ce qui concerne la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, les dirigeants du G8 promettent d'en renforcer l'application par le biais de l'adhésion et d'une surveillance efficace à l'aide d'un « mécanisme d'examen par les pairs rigoureux et permanent ». Cet engagement plus prononcé est encourageant et le TUAC insistera pour que la poursuite des examens des pays inclue la participation des syndicats. Pour la première fois, le G8 a publié son rapport de contrôle sur l'examen de la mise en œuvre des engagements en matière de lutte contre la corruption : « *Accountability Report: Implementation Review of G8 on Anti-Corruption Commitments* » qui examine les progrès accomplis par chacun des membres du G8 dans la mise en œuvre des engagements du G8 relativement à la corruption depuis le Sommet d'Évian en 2003. Ce cadre de contrôle est indispensable et devrait être étendu à d'autres engagements.

### ***Climat et environnement***

10. Le manque de détermination des gouvernements du G8 dans la lutte contre le changement climatique pose des problèmes. Dans un contexte d'inquiétude grandissante de l'opinion publique et des demandes de mesures formulées par la société civile, les gouvernements du G8 n'ont adopté aucun objectif spécifique de réduction des émissions pour leurs propres pays mais n'ont fait que reprendre l'objectif de réduction mondiale de 50% approuvé à Bali. Alors que les syndicats sont d'accord sur la nécessité, pour les économies émergentes, de se joindre à l'accord concernant l'après-2012, les responsabilités traditionnelles exigent que les pays du G8 aient un rôle moteur. Le G8 embrouille les efforts déployés dans le cadre des négociations de la CCNUCC pendant la période préparatoire de la conférence de Copenhague en 2009. En raison de l'absence, dans la déclaration du G8, d'une année de référence pour la réduction des émissions ainsi que du refus de s'engager vis-à-vis d'un objectif à moyen terme (c'est-à-dire en 2020) comme cela avait été recommandé par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les conclusions du G8 sont nettement insuffisantes si on les compare à l'urgence de la crise du climat.

11. Cette situation a eu des répercussions aussi sur la réunion des Économies majeures, conduite par les États-Unis et comprenant les pays du G8 et les principales économies émergentes. Tout en soutenant manifestement les accords de Bali, les économies émergentes ont réagi à la déclaration déroutante du G8 en s'abstenant de s'engager vis-à-vis d'objectifs de réductions mondiales à moyen ou long terme. Les syndicats soulignent leur inquiétude face à ce procédé qui détourne l'attention du processus de négociation de la CCNUCC sans lui adjoindre quoi que ce soit de constructif.

12. Les gouvernements du G8 préconisent un passage rapide à une économie à faible émission de carbone mais rien n'est signalé quant aux conditions dans lesquelles cette transition doit s'opérer. Les syndicats ont demandé une transition juste pour ceux qui sont concernés, fondée sur la transformation des entreprises et des communautés, la promotion des emplois verts et des entreprises écologiques, la mise au point de nouvelles compétences et des mesures de reconversion ainsi que la protection sociale.

13. Le sommet du G8 fait référence à des possibilités d'emploi dans le secteur des énergies non polluantes. Cependant, il ne tient pas compte des résultats de la réunion des ministres de l'Emploi du G8 à Niigata, en mai, qui a attribué un rôle important au programme d'action sur les « emplois verts » dans le cadre du passage à une économie à faible émission de carbone et lancé un appel aux Chefs de gouvernements afin qu'ils soutiennent les employeurs et les syndicats dans la gestion du changement.

### *Développement et Afrique*

14. Les ministres du G8 reconfirment leur engagement de tenir les promesses faites à Gleneagles en ce qui concerne l'aide publique au développement (APD) et notamment l'augmentation de l'APD à l'Afrique de 25 milliards de \$ US par an d'ici 2010. Cependant le G8 ne présente aucune stratégie quant aux moyens mis en œuvre pour atteindre ces objectifs en seulement un an et demi. Les niveaux d'aide ont baissé puisque l'allègement de la dette initialement pris en compte dans les chiffres de l'aide est arrivé à son terme et n'a pas été compensé par une augmentation des dépenses d'aide. Cela doit susciter un sérieux doute sur le point de savoir si les objectifs seront atteints. Alors que les gouvernements réaffirment aussi leur engagement à rendre l'aide plus efficace, ils ne tiennent pas compte du fait que l'absence de prévisibilité des flux d'aide reste un obstacle important qui s'oppose à l'efficacité de l'aide.

15. Alors que l'Agenda de l'OIT pour le travail décent avait été pleinement approuvé par le G8 au sommet de Heiligendamm, il ne figure pas dans le Sommet de cette année. Pourtant la création d'emplois décents est le seul moyen viable de réduire la pauvreté.

16. Plus positif est le progrès enregistré au sujet des mécanismes destinés à renforcer la responsabilité pour les engagements pris par le passé en matière de santé. En réaffirmant son engagement en vue d'atteindre l'objectif d'accès universel au traitement préventif et aux soins pour le VIH/SIDA d'ici 2010, le G8 a mis en place un mécanisme de suivi très attendu pour surveiller les progrès accomplis dans la réalisation de ses objectifs ou engagements en matière de santé, notamment pour le VIH/SIDA et, comme première étape, il a présenté un tableau de ses engagements passés. Le G8 a également fait un signe aux syndicats et aux groupes de pression de la société civile en renforçant les programmes de lutte contre les maladies infectieuses et l'accès aux médicaments essentiels, aux vaccins et aux produits appropriés se rapportant à la santé. Il a promis d'augmenter les effectifs de personnel de santé pour atteindre le seuil de 2.3 travailleurs employés dans les professions de santé pour 1000 personnes, recommandé par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et il a encouragé cette organisation à travailler sur un code de pratique volontaire relatif au recrutement du personnel de santé, conforme à l'éthique et il a demandé qu'une Global Health Workforce Alliance détermine des échéances spécifiques sous la conduite des pays afin de renforcer la surveillance et l'évaluation.

### *Sécurité alimentaire mondiale*

17. Les syndicats ont également lancé un appel aux gouvernements du G8 afin qu'ils prennent des mesures coordonnées pour faire face à la crise alimentaire actuelle. La déclaration séparée des dirigeants du G8 sur la Sécurité alimentaire mondiale répond dans une certaine mesure à cet appel. Toutefois, alors que les propositions à court terme paraissent aller dans la bonne direction, la déclaration ne s'étend guère sur les facteurs à l'origine de la

flambée des prix des denrées alimentaires et des produits agricoles de base, sur les décisions indispensables à prendre et sur le financement des solutions à long terme.

18. Les syndicats restent préoccupés de voir que le G8 continue de soutenir des politiques qui ont été reconnues comme étant à l'origine de la crise et notamment celles qui ont encouragé les agriculteurs des pays en développement à orienter leur production vers les cultures d'exportation ce qui a contribué à la pénurie des produits alimentaires de base pour la consommation intérieure. Le rôle de la spéculation sur les prix des denrées alimentaires sur les marchés mondiaux a été un élément essentiel de cette crise ; mais le G8 est resté silencieux sur cette question essentielle.

19. Les syndicats insistent sur le rôle des conditions de travail décentes dans le cadre de l'agriculture durable. Les gouvernements du G8 soutiennent les mesures destinées à encourager l'agriculture durable mais ils n'ont pas abordé la question des salaires de pauvreté et la violation des droits fondamentaux des salariés agricoles. Le système agricole étant injuste, les salariés, les petits exploitants agricoles et les pauvres des villes se trouvent dans une situation dramatique. Le G8 devrait prendre des mesures concrètes et s'engager dans une réforme fondamentale à long terme vraiment cohérente pour faire face aux crises multiples auxquelles la communauté mondiale est confrontée à l'heure actuelle.

### *Coordination*

20. Le G8 « invite » la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, l'OIT et l'OCDE « à renforcer leur coopération et améliorer la cohérence ». Les syndicats continueront de faire pression pour que l'OCDE et l'OIT mettent au point un accord comme une petite étape de ce processus.

### *Questions politiques et Zimbabwe*

21. L'objectif de la déclaration politique est d'arrêter la prolifération nucléaire. Le G8 « accueille avec satisfaction tous les efforts de désarmement nucléaire, en particulier les réductions d'armes nucléaires auxquelles les États dotés d'armes nucléaires parmi les membres du G8 ont procédé jusqu'à maintenant et engage tous les États dotés d'armes nucléaires à entreprendre ces réductions de manière transparente » (§60). Il y a lieu de saluer cet appel à la transparence.

22. Après avoir eu apparemment un certain désaccord, le G8 a publié une déclaration qui rejette la légitimité du gouvernement du Zimbabwe et ouvre la voie aux sanctions – en indiquant « Nous prendrons d'autres dispositions, notamment des mesures financières et autres contre les individus responsables de violences » (§6).